

Offre publique d'échange

de

Motor-Columbus SA, Baden

portant sur la totalité des

actions nominatives d'une valeur nominale de 100 CHF chacune

d'Aar et Tessin SA d'Electricité (Atel), Olten, en mains du public

Par la présente, Motor-Columbus SA, Parkstrasse 27, 5400 Baden (**MC**) publie le prospectus d'offre (le **Prospectus d'Offre**) de l'offre publique d'échange (l'**Offre**) portant sur la totalité des actions nominatives en mains du public d'Aar et Tessin SA d'Electricité (Atel), Olten (**Atel**).

Rapport d'échange : 0.32 actions au porteur de MC d'une valeur nominale de 500 CHF chacune pour chacune des actions nominatives d'Atel d'une valeur nominale de 100 CHF chacune.

Délai de carence : 28 mars 2006 au 11 avril 2006

Durée de l'Offre : **12 avril 2006 au 2 mai 2006, 16h00 HEC** (sous réserve d'une prolongation de cette durée de l'Offre).

Conditions : Cette Offre n'est soumise à aucune condition.

	Numéro de valeur	ISIN	Ticker Symbol
Aar et Tessin SA d'Electricité (Atel), Olten actions nominatives d'une valeur nominale de 100 CHF chacune	136 330	CH0001363305	AT-N

	Numéro de valeur	ISIN	Ticker Symbol
Motor-Columbus SA, Baden actions au porteur d'une valeur nominale de 500 CHF chacune	212 427	CH0002124276	MC

**Conseiller financier
et
banque chargée de l'Offre :**
UBS SA

Prospectus d'Offre du 28 mars 2006

Restrictions de l'Offre

Généralités

L'Offre proposée aux actionnaires dans le public d'Atel ne sera faite dans aucun pays autre que la Suisse dans lequel elle violerait le droit applicable ou dans lequel le droit applicable obligerait MC à modifier l'Offre d'une quelconque manière, à faire une requête supplémentaire auprès de toute administration ou d'autres institutions ou bien à entreprendre une quelconque action supplémentaire en relation avec cette Offre. Il n'est pas prévu d'étendre l'Offre à ces pays. Il n'est pas autorisé de distribuer ou d'envoyer des documents relatifs à cette Offre dans de tels pays. Ces documents ne doivent pas être utilisés dans ces pays à des fins de publicité pour la vente de droits de participation d'Atel.

United States of America

MC is not soliciting the tender of shares of Atel by any holder of such shares in the United States of America. The Offer is not made in or into the United States of America and may only be accepted outside the United States of America. Accordingly, copies of this offer prospectus are not being made and should not be mailed or otherwise distributed or made available or sent in, into or from the United States of America, and persons receiving this offer prospectus (including custodians, nominees and trustees) must not distribute or send them or any related documents in, into or from the United States of America.

United Kingdom

This communication is directed only at persons in the United Kingdom who (i) have professional experience in matters relating to investments, (ii) are persons falling within Article 49(2)(a) to (d) ("high net worth companies, unincorporated associations, etc") of The Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2001 (as amended) or (iii) to whom it may otherwise lawfully be communicated (all such persons together being referred to as **Relevant Persons**). This communication must not be acted on or relied on by persons who are not Relevant Persons. Any investment or investment activity to which this communication relates is available only to Relevant Persons and will be engaged in only with Relevant Persons.

France

Nous attirons votre attention sur le fait que l'Offre est régie par les lois en vigueur en Suisse et sera mise en œuvre conformément aux dispositions de la Loi fédérale sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières et de ses ordonnances d'exécution. Aucun projet d'offre n'a été déposé en France auprès de l'Autorité des marchés financiers et l'opération n'est pas soumise à son approbation préalable.

Italia

L'Offerta non è stata convalidata dalla Commissione Nazionale per le Società e la Borsa (**CONSOB**) in Italia. Quindi, l'Offerta non è fatta in Italia o per l'Italia e i detentori di azioni Atel in Italia non possono essere sollecitati in relazione all'Offerta. Copie di questo prospetto dell'offerta non vengono messe nè possono essere messe a disposizione di persone in Italia.

European Economic Area

This Prospectus has not been approved by the competent authority as being equivalent to a prospectus pursuant to the Directive 2003/71/EC (the **Prospectus Directive**). Accordingly, the securities offered in connection with a takeover by means of an exchange offer according to Article 4 of the Prospectus Directive cannot be offered and will not be offered to persons in any Member State of the European Economic Area, except that it may offer securities in any Member State:

- (a) at any time to legal entities which are authorised or regulated to operate in the financial markets or, if not so authorised or regulated, whose corporate purpose is solely to invest in securities; or
- (b) at any time to any legal entity which has two or more of (1) an average of at least 250 employees during the last financial year; (2) a total balance sheet of more than €43,000,000 and (3) an annual net turnover of more than €50,000,000, all as shown in its last annual or consolidated accounts; or
- (c) in any circumstances which do not require the publication by the Issuer of a prospectus pursuant to Article 3 of the Prospectus Directive.

For the purposes of this provision, the expression "**offer**" in relation to any securities offered in connection with a takeover by means of an exchange offer in any Member State means the communication in any form and by any means of sufficient information on the terms of the offer and the securities to be offered so as to enable an investor to decide to purchase or subscribe the securities, as the same may be varied in that Member State by any measure implementing the Prospectus Directive in that Member State.

Each person who in a Member State tendered its shares pursuant to the exchange offer shall be taken by so doing to have represented and warranted to the company that it is a permitted investor and that it has complied with any other restrictions applicable to that Member State as set out in this prospectus.

Contexte de l'Offre

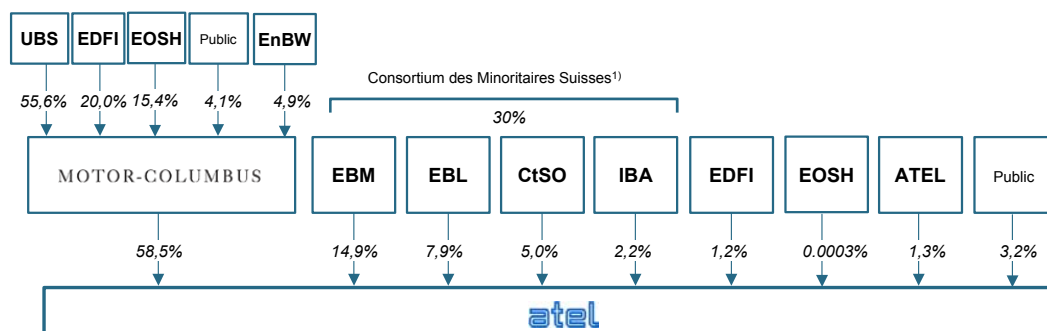
I. Situation initiale

Le 29 septembre 2005, E.D.F. International, Paris (**EDFI**), EOS Holding, Lausanne (**EOSH**), Aziende Industriali di Lugano (AIL) SA, Lugano (**AIL**), Elektra Baselland (EBL), Liestal (**EBL**), Elektra Birseck (EBM), Münchenstein (**EBM**), IBAarau AG, Aarau (**IBA**), le canton de Soleure (**CtSO**) et Wasserwerke Zug, Zoug (**WWZ**) (ci-après ensemble le **Consortium** ou les **Membres du Consortium**, et AIL, EBL, EBM, IBA, CtSO ainsi que WWZ le **Consortium des Minoritaires Suisses**), ainsi qu'Atel ont conclu des contrats d'achat d'actions (les **Contrats d'Achat d'Actions**) avec UBS SA, Bâle et Zurich (**UBS**) afin d'acquérir sa participation dans MC qui s'élève au total à 55.6%.

L'acquisition de la participation d'UBS dans MC par le Consortium et Atel constitue le point de départ d'une transaction économique globale par laquelle l'actuel groupe Atel/MC sera transformé et regroupé avec les activités d'exploitation et actifs d'EOSH ainsi que, le cas échéant, avec les actifs suisses de Electricité de France, Paris (**EDF**), ses sociétés-filles et les sociétés dans lesquelles elle détient des participations directes et indirectes (ci-après dénommées ensemble **Groupe EDF**), dans le cadre d'une solution industrielle, pour former l'entreprise leader dans le domaine de l'énergie de la Suisse occidentale ayant une orientation et une dimension européennes. Afin de régler et exécuter les étapes de la transaction pour atteindre cet objectif de la transaction globale, les Membres du Consortium et Atel ont conclu le 29 septembre 2005 une convention de consortium (la **Convention de Consortium**).

En outre, la Convention de Consortium règle des éléments contenus habituellement dans une convention d'actionnaires, notamment des aspects de *Corporate Governance* d'Atel/MC, resp. de leurs ayant droits (tels que p. ex. la composition et l'organisation du conseil d'administration (cf. également section D.3), et la structure de direction de MC/Atel réorganisées, ainsi que des restrictions à la transmissibilité des actions d'Atel et de MC détenues par les Membres du Consortium (droits de préemption, droit d'emption, droits de veto). Par ailleurs, les règles relatives au *Corporate Governance* prévues dans la Convention de Consortium permettent la formation de coalitions changeantes lors de la prise de décisions au sein des organes compétents. Dans le cadre de la procédure de contrôle des concentrations, tant la Commission Suisse de la Concurrence que la Commission européenne ont confirmé à l'occasion de l'examen de certaines étapes de la transaction que, du point de vue du droit de la concurrence, les Membres du Consortium ne disposent pas du contrôle en commun d'Atel/MC.

Au moment de la signature de la Convention de Consortium, la détention des actions de MC, resp. Atel, se présentait selon le schéma suivant :



¹⁾ AIL et WWZ sont également parties du Consortium des Minoritaires Suisses. Lors de la signature de la Convention de Consortium, ils ne détenaient pas d'actions d'Atel.

Dans sa recommandation du 11 août 2005, la Commission suisse des OPA a retenu que, par la signature de la Convention de Consortium, les Membres du Consortium ainsi qu'Atel détiendraient en tant que groupe, directement et indirectement, au total plus de 33 1/3 % des droits de vote d'Atel, dépassant ainsi le seuil légal de l'art. 32 al. 1 de la Loi fédérale sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières (**LBVM**) et que, pour cette raison, l'obligation de présenter une offre publique d'acquisition aux actionnaires d'Atel était déclenchée. Dans la même recommandation, la Commission suisse des OPA a octroyé aux Membres du Consortium ainsi qu'à Atel une prolongation du délai de deux mois de présentation de l'offre publique selon l'art. 36 al. 2 de l'Ordonnance de la Commission fédérale des banques sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières (**OBVM-CFB**) jusqu'à l'exécution des Contrats d'Achat d'Actions, mais au plus tard jusque fin février 2006, voire selon recommandation du 23 février 2006 au 31 mars 2006.

Les Membres du Consortium et Atel n'ont pas d'obligation de présenter une offre publique aux actionnaires de MC du fait d'une clause dite d'« Opting out » figurant dans les statuts de MC.

II. Étapes de transaction pour atteindre la transaction globale

Comme il sera exposé en détail ci-après, la Convention de Consortium prévoit de mettre en œuvre les étapes de transaction suivantes :

1. Exécution des Contrats d'Achat d'Actions avec UBS
2. Exécution de l'offre d'échange par MC aux actionnaires d'Atel
3. Fusion de MC et d'Atel
4. Réorganisation de MC/Atel fusionnées en une holding
5. Regroupement de MC/Atel fusionnées avec les activités d'exploitation et les actifs d'EOSH ainsi que, le cas échéant, avec les actifs suisses du Groupe EDF

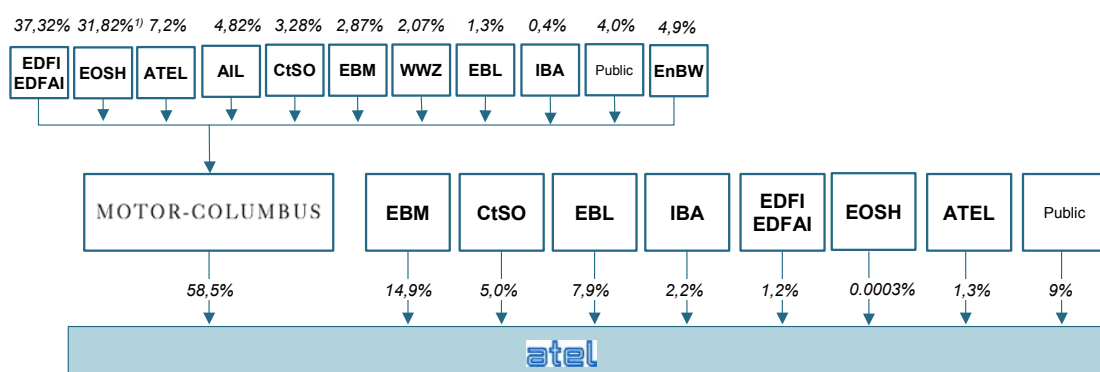
(1) Exécution des Contrats d'Achat d'Actions avec UBS

Les Contrats d'Achat d'Actions ont été exécutés le 23 mars 2006.

EDF Alpes Investissements Sàrl, Martigny (**EDFAI**), une filiale d'EDFI à 100%, s'est substituée à EDFI en tant que partie aux Contrats d'Achat d'Actions. Dans le cadre de l'exécution des Contrats d'Achat d'Actions, EDFI a fait une déclaration de cession correspondante. Il est prévu que, après l'exécution des Contrats d'Achat d'Actions, EDFI apportera à EDFAI les participations qu'elle détenait déjà dans MC et Atel. Suite à ces apports ainsi qu'une adhésion expresse, EDFAI est également devenue partie à la Convention de Consortium.

Rapports de participation après l'exécution des Contrats d'Achat d'Actions

Après l'exécution des Contrats d'Achat d'Actions, la détention des participations dans MC/Atel se présente de la manière suivante :



¹) 5,08% des 31,8% des actions détenues par EOSH sont également la propriété d'EOSH, cependant les droits sociaux et de protection (en particulier les droits de vote) ne peuvent être exercés sur la base de la Convention de Consortium. Par la suite, ces 5,08% des actions MC ne seront pas pris en considération pour le calcul des rapports de participation par les Membres du Consortium (voir en détail les tableaux suivants relatifs aux "Rapports de participation après l'exécution de la fusion de MC dans Atel" et "Structure de l'actionariat visée après l'exécution de transaction avec EOSH et le Groupe EDF") ainsi que pour l'octroi de droits et d'obligations aux parties dans le cadre de la Convention de Consortium.

(2) Exécution de l'offre d'échange par MC aux actionnaires d'Atel

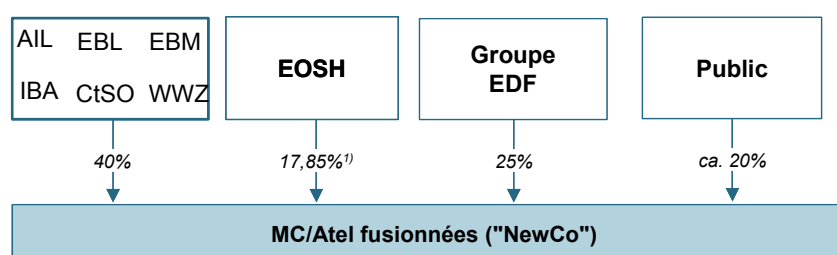
Remplissant l'obligation des Membres du Consortium et d'Atel de présenter une offre et agissant sur mandat de ceux-ci, MC soumet la présente Offre aux actionnaires d'Atel au public. Dans sa seconde recommandation, datant également du 11 août 2005, la Commission suisse des OPA a accepté que cette Offre soit effectuée sous la forme d'un échange d'actions d'Atel contre des actions de MC. Selon la recommandation de la Commission suisse des OPA du 19 janvier 2006, il n'existe pas de justes motifs permettant une dérogation aux mécanismes de détermination du prix minimum selon l'art. 32 al. 4 LBVM ainsi que les art. 37 ss. OBVM-CFB. En conséquence, le rapport d'échange a été déterminé comme exposé dans la section A.3 ci-dessous.

Dans la Convention de Consortium, les Membres du Consortium ainsi qu'Atel se sont engagés à ne pas présenter à l'échange leurs participations respectives dans Atel dans le cadre de la présente Offre.

(3) Fusion de MC et Atel

Immédiatement après l'exécution des Contrats d'Achat d'Actions, mais avant la publication de l'annonce préalable sur cette Offre, MC et Atel ont signé un contrat de fusion. Selon ce contrat, MC sera fusionnée dans Atel qui sera la société reprenante (ci-après **NewCo**). Le rapport d'échange des actions au porteur de MC contre des actions nominatives d'Atel dans le cadre de la fusion est calculé sur la base du rapport d'échange appliqué dans le cadre de la présente Offre et s'élève donc à 3.12 actions d'Atel pour une action de MC. Le contrat de fusion entre MC et Atel est soumis à la condition que la fusion soit approuvée par les décisions correspondantes des assemblées générales des actionnaires de MC et d'Atel. Les Membres du Consortium se sont engagés dans la Convention de Consortium à approuver à cet égard les propositions des conseils d'administration d'Atel et de MC. Il est prévu que les décisions d'approbation des actionnaires d'Atel et de MC seront mises à l'ordre du jour à l'occasion d'assemblées générales extraordinaires d'Atel et de MC, lesquelles auront probablement lieu le 7 juillet 2006.

Rapports de participation visés après la fusion de MC dans Atel



¹⁾ En raison de la fusion de MC en Atel, la part des actions détenues par EOSH qui sont soumises à une réglementation particulière conformément à la note de bas de page du tableau "Rapports de participation après l'exécution des Contrats d'Achat d'Actions" est réduite de 5.08 % à 2,85 %.

Les participations selon le schéma ci-dessus reflètent l'application d'un rapport d'échange qui est déterminant dans le cadre des rapports internes entre les Membres du Consortium selon la Convention de Consortium de 3.18 actions nominatives d'Atel contre 1 action au porteur de MC. Il est à prévoir que les participations visées par les Membres du Consortium ne seront pas atteintes exactement suite à l'exécution de l'Offre et de la fusion de MC dans Atel qui auront lieu sur la base du rapport d'échange exposé à la section A.3 ci-dessous. En conséquence, la Convention de Consortium prévoit les mécanismes de réajustement suivants parmi les Membres du Consortium et NewCo permettant d'atteindre les participations visées: Dans une première étape, le capital-actions de NewCo actuellement de 303'600'000 CHF sera réduit d'environ 19'974'000 CHF par l'annulation d'environ 199'740 actions propres, résultant essentiellement de la fusion de MC et d'Atel. Suite à cette concentration du capital-actions, la participation relative de tous les actionnaires de NewCo sera augmentée. Ainsi, les Membres du Consortium atteindront une participation dans NewCo se rapprochant de celle présentée dans le schéma ci-dessus. Dans une seconde étape, un transfert d'actions sans contrepartie devrait avoir lieu entre les Membres du Consortium (donc sans participation de NewCo). Ce transfert d'actions aura lieu sans contrepartie, étant précisé que chaque Membre du Consortium dont la participation dans NewCo dépasse celle présentée dans le schéma ci-dessus est tenu d'une obligation de transfert à un autre Membre du

Consortium qui n'a pas une participation atteignant celle présentée dans le schéma ci-dessus.

(4) Réorganisation de MC/Atel fusionnées

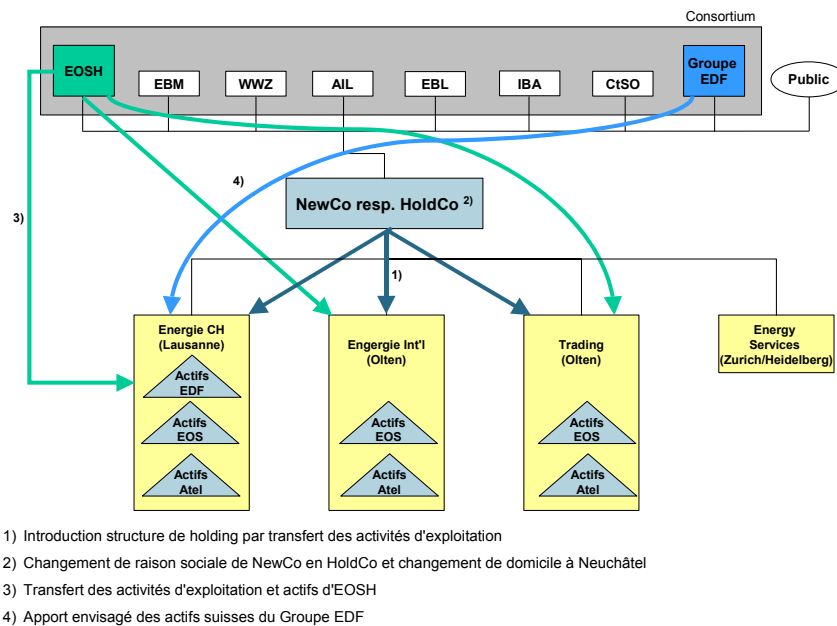
Après l'exécution de la fusion, il est prévu de restructurer NewCo (MC/Atel fusionnées) en une holding en transférant ses activités d'exploitation à des filiales opérationnelles. En outre, un changement de la raison sociale de NewCo en une nouvelle raison sociale ainsi qu'un transfert du siège d'Olten à Neuchâtel auront lieu. La direction du groupe est à Olten. La structure du groupe HoldCo comprend une direction unique et les quatre domaines d'activité suivants : Suisse (avec centre de décision à Lausanne), Europe (avec centre de décision à Olten), Trading (avec centre de décision à Olten) et services d'énergie (avec centre de décision à Zurich/Heidelberg) ; ainsi que les fonctions Management Services à Olten, Financial Services à Olten et Business Development à Neuchâtel. La mise en œuvre effective de cette nouvelle structure de holding (la holding résultante, dont le siège sera à Neuchâtel, sera dénommée ci-après **HoldCo**) aura lieu immédiatement avant l'exécution de l'apport des activités d'exploitation et actifs d'EOSH (cf. ci-dessous).

(5) Regroupement avec les activités d'exploitation et actifs d'EOSH | éventuel apport des actifs suisses du Groupe EDF

En tant que dernière étape de la transaction globale, il est prévu qu'EOSH apporte à HoldCo le plus rapidement possible après l'exécution de la fusion mais au plus tard jusqu'à fin 2007, toutes ses activités d'exploitation et actifs selon les modalités fixées par la Convention de Consortium. L'apport devrait avoir lieu de manière optimale sur le plan politique, juridique, fiscal et opérationnel et permettrait de former un groupe d'entreprises implanté aussi bien en Romandie qu'en Suisse alémanique. En outre, il est envisagé que les participations à des centrales électriques suisses du Groupe EDF soient apportées dans HoldCo, si possible en même temps que le rapprochement avec EOSH.

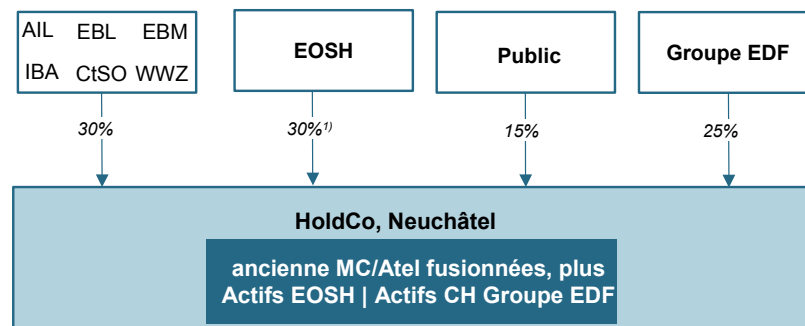
Selon la Convention de Consortium, EOSH a le droit et est également tenue selon les dispositions de la Convention de Consortium, de procéder à la réalisation de cette étape de la transaction jusqu'à fin 2007. Dans la Convention de Consortium, EDFI a manifesté son intention ferme à cet égard et a en outre obtenu d'Atel (resp. de HoldCo en tant que son successeur) une option relative à l'apport des participations suisses du Groupe EDF pouvant être exercée unilatéralement jusqu'à fin 2007. Ces délais précités peuvent être prolongés d'un commun accord.

En résumé, les différentes étapes de la transaction en vue de la réalisation du Concept Industriel se présentent de manière suivante:



Selon l'intention des parties à la Convention de Consortium, les activités d'exploitation et actifs apportés par EOSH, resp. les actifs suisses du Groupe EDF, seront indemnisés en partie par l'émission d'actions de HoldCo et, le cas échéant, dans la mesure où les participations sous-mentionnées sont dépassées, éventuellement en espèces. Les Membres du Consortium prévoient qu'après l'exécution de tous les apports en nature mentionnés, EOSH ainsi que le Consortium des Minoritaires Suisses (composé de AIL, EBL, EBM, IBA, CtSO ainsi que WWZ) détiendront chacun une participation de 30 % et le Groupe EDF une participation de 25 % dans HoldCo dont le siège se situera nouvellement à Neuchâtel.

Structure de l'actionnariat visée après l'exécution des transactions avec EOSH et le Groupe EDF



1 A l'exclusion de 2,85 % d'actions détenues par EOSH qui sont soumises à la réglementation particulière, conformément à la note de bas de page du tableau "Rapports de participation après l'exécution des Contrats d'Achat d'Actions".

La Convention de Consortium détermine les conditions-cadres des apports en nature d'EOSH, resp. du Groupe EDF. En particulier, elle contient des dispositions détaillées relatives à l'évaluation des valeurs patrimoniales respectives qui seront apportées par EOSH, resp. par le Groupe EDF, ainsi que des actions de HoldCo à émettre en échange de ces apports en nature.

En outre, les apports en nature par EOSH, le cas échéant par le Groupe EDF nécessitent dans chaque cas la conclusion préalable d'une convention de transaction contenant les dispositions usuelles pour des transactions de ce type, en particulier les conditions d'exécution réciproques, les garanties réciproques pour les défauts matériels et juridiques, les clauses d'indemnisation et les garanties de transaction réciproques. L'obligation d'apporter d'EOSH est en outre conditionnée par le fait que, selon la procédure d'évaluation mentionnée, EOSH doit, par ses apports en nature, atteindre une participation à HoldCo d'au moins 25 % ; dans le cas contraire, elle peut y renoncer. Par ailleurs, EOSH peut renoncer aux apports en nature (i) dans la mesure où ils auraient, pour EOSH, un impact financier négatif important qui puisse être démontré et qui mettrait en danger l'existence d'EOSH d'un point de vue entrepreneurial (ii) ou si une exécution de la transaction fiscalement neutre s'avérait impossible et qu'il n'était pas possible de réaliser une solution économiquement équivalente et acceptable pour HoldCo et EOSH.

Au cas où le Groupe EDF ne réalise pas, en partie ou entièrement, son intention d'effectuer les apports en nature, le cas échéant n'exerce pas son droit d'option, il aura le droit alternatif de souscrire des actions HoldCo par libération en espèces, permettant ainsi d'atteindre la participation prévue par la structure de l'actionnariat visée.

A. L'Offre

1. **Annonce préalable** Le 24 mars 2006 une annonce préalable de cette Offre au sens des art. 7 ss. de l'Ordonnance de la Commission des OPA (**OOPA**) a été publiée dans les médias électroniques. La publication de l'annonce préalable dans la presse écrite n'aura pas lieu du fait que cette Offre est publiée endéans trois jours de bourse suivant l'annonce préalable.
2. **Objet de l'Offre** L'Offre porte sur l'ensemble des actions nominatives d'Atel, d'une valeur nominale de 100 CHF chacune, qui, à la date de la présente Offre, ne sont pas détenues par MC, Atel ou par un Membre du Consortium qui est matériellement tenu de présenter une offre et agit de concert avec MC. Au 23 mars 2006 le nombre de ces actions se calcule comme suit :

Emises	3'036'000	actions nominatives
Dont doivent être déduites les actions nominatives détenues par MC, resp. par les sociétés matériellement tenues de présenter une offre et agissant de concert avec MC	1'776'306	actions nominatives appartenant à MC
	452'108	actions nominatives appartenant à Elektra Birseck (EBL)
	239'404	actions nominatives appartenant à Elektra Baselland (EBM)

151'885	actions nominatives appartenant au canton de Soleure
66'830	actions nominatives appartenant à IBAarau AG
37'855	actions nominatives appartenant à Atel
37'338	actions nominatives appartenant à E.D.F. International resp. EDF Alpes Investissements Sàrl
10	actions nominatives appartenant à EOS Holding
2'761'736	Total

En mains du public

274'264 actions nominatives

Il n'existe pas de droits liés à des actions convertibles ou des droits d'acquisitions d'actions d'Atel.

3. Rapport d'échange

Les actionnaires d'Atel reçoivent 0.32 actions au porteur de MC d'une valeur nominale de 500 CHF chacune par action nominative d'Atel d'une valeur nominale de 100 CHF.

Ce rapport d'échange correspond au prix minimum selon l'art. 32 al. 4 LBVM ainsi que l'art. 37 ss. OBVM-CFB et se base sur la moyenne des cours d'ouverture de l'action de MC et de l'action d'Atel au cours des 30 derniers jours de bourse précédant la publication de l'annonce préalable de 6'833.09 CHF par action de MC et de 2'192.33 CHF par action d'Atel.

Sur la base du rapport d'échange de 1 à 0.32, des fractions d'actions de MC (fractions d'une action entière sur deux décimales) peuvent naître. Dans ce cas, on arrondit à la prochaine action de MC entière inférieure par actionnaire et les fractions seront réglées en espèces par MC lors de l'exécution de l'Offre, étant précisé que le prix par action de MC qui sera applicable est celui correspondant au dernier cours de clôture de bourse deux jours de bourse avant l'exécution de l'Offre.

4. Description des actions de MC

Les actions de MC sont des actions au porteur d'une valeur nominale de 500 CHF chacune. Chaque action donne droit à une voix lors de l'assemblée générale de

MC. Il n'y a pas de limitation statutaire de la transmissibilité ou des droits de vote. Les détenteurs d'actions au porteur de MC disposent d'un droit à percevoir les dividendes décidés par l'assemblée générale de MC en fonction de leur participation respective. En cas de liquidation, de dissolution ou d'un autre genre de distribution des actifs de MC, ils ont droit à une part proportionnelle à leur participation dans MC, après paiement de toutes les dettes. Les statuts de MC ne prévoient aucun droit de préemption, de rachat ou de conversion en rapport avec les actions.

Pendant les trois dernières années, le cours des actions MC a évolué de la manière suivante (cours en CHF) :

Actions au porteur MC	2003	2004	2005
Maximum	2930	4890	7450
Minimum	2200	3100	4870
Source : Bloomberg			

6. Durée de l'Offre

Le délai de carence commence aujourd'hui par la publication du prospectus d'offre et prend fin le 11 avril 2006.

La durée de l'Offre débute le 12 avril 2006 et se termine le 2 mai 2006, 16h00 HEC.

MC se réserve le droit de prolonger la durée de l'Offre pendant maximum 40 jours de bourse. Dans ce cas, le début du délai supplémentaire ainsi que la date d'exécution seront reportés en conséquence. Une prolongation de la durée de l'Offre au-delà de 40 jours de bourse ne peut se faire qu'avec l'accord préalable de la Commission des OPA.

7. Délai supplémentaire

A l'issue de la durée de l'Offre, les actionnaires d'Atel auront le droit d'accepter l'Offre pendant 10 jours de bourse dès la publication du résultat intermédiaire définitif, qui aura lieu après l'échéance de la durée de l'Offre. Le délai supplémentaire devrait courir du 8 mai 2006 au 19 mai 2006, 16h00 HEC.

8. Conditions

L'Offre n'est soumise à aucune condition.

B. Informations concernant l'offrant

1. Offrant

Fondation

« "Motor" Aktiengesellschaft für angewandte Elektrizität » et « Aktiengesellschaft Columbus für elektrische Unternehmungen » ont été fondées à Baden le 20 novembre 1895, respectivement le 4 juin 1913. En 1923, les deux sociétés ont fusionné en « Motor-Columbus Aktiengesellschaft für elektrische Unternehmungen », société de laquelle l'actuelle Motor-Columbus SA est issue.

Raison sociale, siège et durée (art. 1 des statuts de MC)

Sous la raison sociale Motor-Columbus AG (Motor-Columbus SA - Motor-Columbus Ltd), il existe une société anonyme de droit suisse avec siège à Baden. Depuis le 9 février 1921, MC est inscrite sous le numéro CH-400.3.923.145-9 au Registre du commerce du canton d'Argovie avec siège à l'adresse Parkstrasse 27, 5400 Baden.

Les actions de MC sont cotées à la SWX Swiss Exchange.

Selon les statuts du 24 juin 1999, la durée de la société est illimitée.

But (art. 2 des statuts de MC)

Le but de la société est l'acquisition, l'administration et l'exploitation de participations, concessions et autres droits, la construction et l'exploitation d'installations industrielles ou autres pour son propre compte ou celui de tiers, ainsi que le conseil et la gestion. La société peut procéder à toutes les opérations financières en rapport avec le but de la société et elle peut également acquérir des immeubles.

Domaines principaux d'activité

MC est une holding financière et n'exerce pas d'activité opérationnelle propre. Le 31 décembre 2005, la participation de MC à Atel constitue 98.5 % de ses actifs (selon une appréciation économique, c'est-à-dire l'évaluation de la participation dans Atel à la valeur marchande (nombre d'actions au cours de bourse)). Les autres valeurs patrimoniales de MC consistent en des parts de sociétés financières et immobilières. Un aperçu des sociétés détenues directement et indirectement

par MC figure dans le rapport de gestion 2005¹, p. 72 ss.

Structure du capital (art. 4 des statuts de MC)

Le capital-actions s'élevait au 23 mars 2006 à 253'000'000 CHF, divisé en 506'000 actions au porteur entièrement libérées d'une valeur nominale de 500 CHF chacune. Il n'existe pas de capital conditionnel ou autorisé. Il n'existe ni emprunts convertibles, ni options en circulation.

Au vu de l'exécution de l'Offre d'échange, le conseil d'administration a proposé la création d'un capital autorisé d'un montant de 50'600'000 CHF; l'assemblée générale de MC votera à ce sujet le 28 avril 2006. Afin d'exécuter l'Offre d'échange le conseil d'administration procédera à l'issue du délai supplémentaire immédiatement à une augmentation du capital-actions de MC à partir du capital autorisé afin de préparer les actions nécessaires au déroulement de la présente Offre d'échange.

Règles concernant l'obligation de présenter une offre (LBVM)

L'art. 25 des statuts de MC prévoit une clause dite d'« *Opting out* », selon laquelle les acquéreurs d'actions de MC ne sont pas tenus de présenter une offre publique d'acquisition conformément aux art. 32 et 52 LBVM.

Identité des actionnaires ou groupes d'actionnaires détenant plus de 5% des droits de vote

Sur la base de la Convention de Consortium, les actionnaires suivants contrôlent en tant que groupe au total 91.07 % des actions de MC :

- E.D.F. International, Paris, resp. EDF Alpes Investissements Sàrl (37.32%)²
- EOS Holding, Lausanne (31.82%)

¹ Le rapport annuel 2005 sera soumis à l'assemblée générale ordinaire du 28 avril 2006 pour approbation.

² Sans EnBW, qui détient 4.94 % des actions de MC. EDFI dispose d'une participation de 46.12 % dans EnBW.

- Aziende Industriali di Lugano SA, Lugano (4.82%)
- Elektra Baselland (EBL), Liestal (1.3%)
- Elektra Birseck (EBM), Münchenstein (2.87%)
- IBAarau AG, Aarau (0.39%)
- Canton de Soleure, Soleure (3.28%)
- Wasserwerke Zug, Zoug (2.07%)
- Aar et Tessin SA d'Electricité (Atel), Olten (7.2%)

Personnes agissant de concert

Dans le cadre de cette Offre, MC agit sur mandat des Membres du Consortium soumis à l'obligation de présenter une offre (EDFI resp. EDFAI, EOSH, AIL, EBL, EBM, IBA, CtSO, WWZ) ainsi qu'Atel. Il en résulte que les personnes suivantes agissent de concert avec MC, resp. avec les Membres du Consortium et Atel :

- Toutes les sociétés filles directement et indirectement contrôlées par MC
- Toutes les sociétés filles directement et indirectement contrôlées par EDF
- Toutes les sociétés filles directement et indirectement contrôlées par EOSH
- Toutes les sociétés filles directement et indirectement contrôlées par Atel
- Toutes les sociétés filles directement et indirectement contrôlées par le Consortium des Minoritaires Suisses

Achats et ventes d'actions nominatives d'Atel

Le 23 mars 2006, les Membres du Consortium et Atel ont exécuté les Contrats d'Achat d'Actions avec UBS concernant l'acquisition de 55.6% des actions de MC. Cette acquisition comprenait la reprise indirecte de 58.5% du capital-actions d'Atel, constitué de 1'776'306 actions nominatives cotées d'une valeur nominale de 100 CHF chacune. Un prix de 1'295'061'000 CHF a été payé par les Membres du Consortium et Atel à UBS pour cette participation. Ainsi, le prix théorique payé par les Membres du Consortium et Atel par action nominative d'Atel d'une valeur nominale de 100 CHF est de CHF 1'447.

Pendant les douze derniers mois précédant l'annonce préala-

ble, c'est-à-dire du 23 mars 2005 au 23 mars 2006, MC, les Membres du Consortium matériellement soumis à l'obligation de présenter une offre et Atel ainsi que les personnes agissant de concert avec ces derniers ont acquis en bourse et hors bourse au total 85 actions nominatives d'Atel et vendu aucune action nominative d'Atel. L'acquisition des 85 actions a eu lieu à titre gracieux suite à la cession d'actions, qui avaient été versées en tant que compensation dans le cadre du mandat de conseil d'administration, par des représentants du conseil d'administration d'Atel.

Rapports annuels

Les rapports annuels 2003, 2004 et 2005³, ainsi que le rapport intermédiaire au 30 juin 2005, y compris le compte de profits et pertes et le bilan, peuvent être commandés gratuitement auprès de Motor-Columbus AG, Parkstrasse 27, 5401 Baden (tél. +41 (0)56 203 11 11, fax +41 (0)56 203 11 12, e-mail: info@motor-columbus.ch) et peuvent également être consultés sur internet⁴.

Il n'y a plus eu de modifications significatives de la situation patrimoniale, financière ou de rendement ni des prévisions d'exploitation depuis le dernier rapport annuel au 31 décembre 2005. Les transactions, telles que décrites à la section « Contexte de l'Offre » sont réservées.

Dividendes

Lors des cinq derniers exercices, MC a distribué les dividendes suivants pour chaque action de MC pour l'exercice concerné :

2004 : 50 CHF

2003 : 45 CHF

2002 : 40 CHF

³ Le rapport annuel 2005 sera soumis à l'assemblée générale ordinaire du 28 avril 2006 pour approbation.

⁴ www.motor-columbus.ch/de/info/pdf/mc_gb_2005_f.pdf; www.motor-columbus.ch/de/info/pdf/mc_gb_2004_f.pdf; [/www.motor-columbus.ch/de/info/pdf/mc_gb_2003_f.pdf](http://www.motor-columbus.ch/de/info/pdf/mc_gb_2003_f.pdf).

2001 : 40 CHF

2000 : 37.50 CHF

Pour l'exercice 2005, le conseil d'administration a proposé un dividende de 80 CHF; l'assemblée générale ordinaire de MC prendra la décision y relative le 28 avril 2006.

Les actions au porteur de MC obtenues en échange des actions nominatives d'Atel donnent pour la première fois droit à un dividende pour l'exercice 2006. En ce qui concerne le droit à un dividende des actionnaires d'Atel, qui proposent leurs actions nominatives à MC dans le cadre de l'Offre, voir D.5. ci-dessous.

2. Participation dans la société cible

Le capital-actions d'Atel s'élève à 303'600'000 CHF, divisé en 3'036'000 actions nominatives d'une valeur nominale de 100 CHF chacune.

La participation de MC et des personnes agissant de concert avec elle se présente, au 23 mars 2006, comme suit :

	Actions nominatives d'Atel
Nombre de titres émis	3'036'000
Dont en propriété de MC et des sociétés matériellement tenues de présenter une offre et agissant de concert avec MC (pour plus de détails, cf. la section A.2)	2'761'736
Autres titres	274'264

MC et les personnes soumises matériellement à l'obligation de présenter une offre et agissant de concert avec elle détiennent ainsi 90.97% du capital-actions et 90.97% des droits de vote d'Atel. Au 23 mars 2006, ils ne détiennent aucun droit d'option ou de conversion conférant le droit d'acquérir des titres de participation dans Atel.

C. Financement

A l'issue du délai supplémentaire, les actions au porteur de MC nécessaires à l'exécution de l'Offre d'échange seront immédiatement émises dans le cadre d'une augmentation autorisée du capital dont l'assemblée générale ordinaire de MC décidera le 28 avril 2006. Le paiement en espèces des éventuelles fractions surnuméraires d'actions de MC sera effectué par MC. Le conseil d'administration de MC a pris toutes les mesures nécessaires à cet égard.

D. Informations sur la société cible

1. Raison sociale, siège et durée

Aar et Tessin SA d'Electricité (Atel) est une société anonyme avec siège à Olten. Ses actions sont cotées à la SWX Swiss Exchange. La durée de la société est illimitée.

2. Activité

Atel est une entreprise énergétique active en Europe avec des compétences principales dans le domaine de la production d'électricité, du commerce de l'électricité et des services en matière d'énergie. Atel dispose de sites de production importants en Suisse et à l'étranger ainsi que de réseaux propres.

3. Intentions de MC et du Consortium concernant Atel

Les étapes de transaction suivant l'exécution de cette offre publique d'acquisition sont présentées en détail ci-dessus sous le titre « Contexte de l'Offre ».

Du point de vue économique, il est envisagé de transformer le groupe MC/Atel actuel en une structure de holding simplifiée et de regrouper cette dernière avec les activités d'exploitation et actifs d'EOSH ainsi que les actifs suisses du Groupe EDF. Du point de vue transactionnel, ce but économique final sera atteint par le biais d'une fusion de MC dans Atel qui deviendra alors NewCo (tel que défini sous le titre « Contexte de l'Offre », section II.3 ci-dessus); il est prévu ensuite transférer les activités d'exploitation à des filiales opérationnelles dans le but d'une restructuration de NewCo en une holding (dont la raison sociale sera changée en HoldCo et dont le siège sera transféré d'Olten à Neuchâtel), ainsi que d'effectuer des apports en nature, dans la mesure du possible simultanément, d'EOSH, resp. du Groupe EDF à HoldCo (cf. graphique sous le titre « Contexte de l'Offre », section II.4).

En considération de la réalisation des étapes de la transaction dans la Convention de Consortium, les Membres du Consortium prévoient que les membres des conseils d'administration de MC et d'Atel pourront être remplacés à l'occasion des assemblées générales ordinaires d'Atel et de MC, étant précisé que la composition des conseils d'administration d'Atel et de MC devrait être identique (pour plus de détails, cf. section F.4).

Concernant la période précédant l'accomplissement des apports d'actifs d'EOSH et/ou, le cas échéant, du Groupe EDF à HoldCo, la Convention de Consortium prévoit, dans la relation des Membres du Consortium entre eux, que le Consortium des Minoritaires Suisses proposera cinq membres du conseil d'administration d'Atel, resp. de MC, le Groupe EDF trois membres et EOSH deux membres. Les autres membres du conseil d'administration, y compris son président qui sera élu sur proposition du Consortium des Minoritaires Suisses au plus

tard jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de l'an 2008, seront indépendants des parties à la Convention de Consortium. Pour ce qui est de la période suivant les apports d'actifs d'EOSH et du Groupe EDF à HoldCo, la Convention de Consortium prévoit que les Membres du Consortium proposeront chacun quatre membres du conseil d'administration et que le président de HoldCo sera élu pour deux ans, mais au plus tard jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de l'an 2010, sur proposition d'EOSH.

4. Capital-actions

Atel dispose au 23 mars 2006 d'un capital-actions entièrement libéré de 303'600'000 CHF, divisé en 3'036'000 actions nominatives d'une valeur nominale de 100 CHF chacune. A teneur de l'art. 3a des statuts d'Atel, le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital-actions jusqu'au 23 avril 2005 d'un montant maximum de 30'360'000 CHF par l'émission de maximum 303'600 actions nominatives d'une valeur nominale de 100 CHF chacune, devant être entièrement libérées. Le capital autorisé est périmé le 23 avril 2005. Il n'existe pas de droits liés à des actions convertibles ni de droits d'acquisition.

5. Droit au dividende

Les actionnaires d'Atel, qui proposent à MC leurs actions nominatives d'Atel dans le cadre de l'Offre en échange d'actions au porteur de MC, conservent leur droit au dividende vis-à-vis d'Atel pour l'exercice 2005.

6. Accords entre MC et les personnes agissant de concert avec elle d'une part, et la société cible, ses organes et actionnaires, d'autre part

En leur qualité de parties à la Convention de Consortium, les Membres du Consortium et Atel se sont engagés à ne pas présenter leurs actions nominatives d'Atel à MC dans le cadre de la présente Offre obligatoire (obligation de non-présentation). Ainsi, dans le cadre de la présente Offre, outre les 58.5 % des actions détenues par MC, 32.46 % des actions d'Atel ne seront pas non plus présentées.

Les participations respectives des parties susmentionnées sont exposées à la section A.2 du Prospectus d'Offre.

Dans le cadre de son activité opérationnelle, Atel entretient des relations contractuelles avec le Groupe EDF, EOSH et des sociétés affiliées, EBM, EBL, IBA, WWZ et AIL. En outre, il existe un accord avec le Canton de Soleure concernant le domicile fiscal d'Atel. Mis à part les contrats précités, la Convention de Consortium, les Contrats d'Achat d'Actions et les mandats et contrats de travail respectifs avec des représentants des Membres du Consortium dans le conseil d'administration d'Atel, il n'existe pas d'autres accords entre Atel, ses organes ou actionnaires et MC ou les personnes agissant de concert avec MC.

7. Informations confidentielles

MC confirme que ni elle, ni les personnes agissant de concert avec elle n'ont reçu, directement ou indirectement, des informations confidentielles concernant la société qui puissent avoir une influence déterminante sur la décision des récipiendaires de cette Offre de la part d'Atel.

E. Publication

Le Prospectus d'Offre de même que toutes les autres publications relatives à cette Offre seront publiés en langue allemande dans la « Neue Zürcher Zeitung » et en français dans « L'Agéfi ». Ils seront également transmis à Telekurs, Bloomberg et Reuters pour publication. Le Prospectus d'Offre (en forme élargie pour servir de prospectus d'émission et de cotation) peut être commandé gratuitement en allemand et en français auprès de UBS SA, Zurich, par tél. +41 (0)44 239 47 03, fax +41 (0)44 239 21 11 ou e-mail: swiss-prospectus@ubs.com.

F. Rapport du conseil d'administration d'Atel selon l'art. 29 al. 1 LBVM

Conformément à l'art. 29 al. 1 LBVM et aux art. 29 à 32 OOPA, le conseil d'administration d'Aar et Tessin SA d'Electricité (Atel), Olten (**Atel**), prend position comme suit en ce qui concerne l'offre publique d'échange (l'**Offre MC**) de Motor-Columbus AG (**MC**) portant sur toutes les actions nominatives se trouvant en mains du public :

1. Prise de position

Le conseil d'administration d'Atel a minutieusement examiné l'Offre MC décrite dans le présent prospectus d'offre. Lors de sa séance du 21 mars 2006, il a décidé de recommander aux actionnaires d'Atel de ne pas accepter l'Offre MC.

Cette recommandation repose sur les considérations suivantes : le conseil d'administration soutient entièrement le concept industriel selon lequel l'actuel groupe Atel/MC doit être transformé en leader dans le domaine de l'énergie en Suisse occidentale avec une orientation et une dimension européennes (le **Concept industriel** ; cf. section « Contexte de l'Offre »). La présente Offre MC n'est pas une étape de transaction nécessaire à la réalisation du Concept industriel. L'Offre MC est plutôt une offre obligatoire selon l'art. 32 de la loi sur les bourses qui a été déclenchée par la signature de la Convention de Consortium par les Membres du Consortium et Atel. Ainsi, Atel, en sa qualité de partie à la Convention de Consortium, est elle-même matériellement tenue de présenter une offre et est réputée personne agissant de concert avec MC au sens du droit des offres publiques.

Puisque le conseil d'administration se trouve dans un conflit d'intérêts potentiel au sens du droit des offres publiques (cf. section F.3) et pour que les intérêts des actionnaires minoritaires d'Atel soient sauvegardés, il a mandaté PricewaterhouseCoopers AG (**PWC**) de rédiger une Fairness Opinion afin d'examiner l'adéquation et l'équité du rapport d'échange. PWC est arrivé à la conclusion que le rapport d'échange proposé par MC, à savoir 0.32 actions au por-

teur de MC contre une action nominative d'Atel et une indemnité en espèces pour les fractions surnuméraires, est équitable et approprié (cf. section G).

2. Justification

La présente Offre MC est une étape de transaction individuelle dans le cadre d'une transaction économique globale (cf. section « Contexte de l'Offre ») par laquelle le Concept industriel est réalisé.

Selon les Contrats d'Achat d'Actions avec UBS, les Membres du Consortium et Atel ont acquis une participation totale de 55.6% dans MC. Cette acquisition de la participation constitue le point de départ de la réalisation du Concept industriel selon lequel l'actuel groupe Atel/MC, les activités et actifs d'exploitation de EOSH, ainsi que les actifs suisses du Groupe EDF doivent être transformés en une société leader dans le domaine de l'énergie.

Cette société, resp. le groupe dominé par elle, doit former un groupe dans le domaine de l'énergie qui sera fort, homogène, géré selon les principes commerciaux et actif dans toute l'Europe avec un accent particulier sur la production, le transport, la distribution, l'approvisionnement, le commerce et les services. Le groupe doit être façonné en tant que plate-forme économique de l'énergie pour les sociétés d'approvisionnement. En outre, le groupe doit être développé en tant qu'entreprise indépendante, obtenant et augmentant durablement sa valeur dans l'intérêt de ses *stakeholders* (actionnaires, collaborateurs, clients et créanciers).

Ce groupe énergétique doit rester une entreprise focalisée sur l'Europe, entre autres sur la Suisse, l'Italie et la France. A des fins d'obtention de capitaux pour le développement futur du groupe, la cotation à la SWX Swiss Exchange doit être maintenue.

Le conseil d'administration d'Atel a analysé les perspectives à court et à long terme d'Atel et examiné le Concept industriel à la lumière de ce contexte. Sur la base de cette analyse, le conseil d'administration est arrivé à la conclusion que, pour Atel, le Concept industriel est une solution durable et judicieuse du point de vue industriel. Dès lors, le conseil d'administration d'Atel soutient pleinement le Concept industriel.

Dans le cadre de la réalisation de la transaction globale, MC, sur mandat des Membres du Consortium et d'Atel, a soumis aux actionnaires d'Atel la présente offre obligatoire. Pour les motifs énumérés ci-après, le conseil d'administration recommande de ne pas accepter l'Offre MC.

Les motifs suivants, qui n'influencent cependant aucunement les avantages stratégiques et opérationnels du Concept industriel, plaident en défaveur d'un échange des actions Atel en actions MC :

- des considérations fiscales (cf. sections I.8.1 et 8.2) et le fait que MC sera fusionnée dans Atel après l'exécution de l'Offre MC (cf. section « Contexte de l'Offre ») et que les actions de MC seront de nouveau échangées contre des actions d'Atel ; les actionnaires qui détiennent leur actions Atel dans leur fortune commerciale et qui les proposent

dans le cadre de l'Offre MC, resp. dont les actions sont échangées dans le cadre de la fusion, réalisent un revenu imposable par rapport aux indemnités en espèces reçues pour des fractions supplémentaires (pour autant qu'elles dépassent la valeur comptable déterminante du point de vue fiscal) ; en ce qui concernent les actionnaires qui détiennent leurs actions dans leur fortune privée, d'éventuelles augmentations de la valeur nominale et d'éventuelles indemnités en espèces pour des fractions supplémentaires payées lors de la fusion constituent un revenu sur participation imposable (pour autant qu'elles ne soient pas compensées par des pertes résultant de la valeur nominale). Les actionnaires d'Atel resp. de MC bénéficient d'un rapport d'échange identique dans le cadre de l'Offre MC ainsi que dans le cadre de la fusion subséquente. Ainsi, l'égalité de traitement des actionnaires est garanti lors de ces deux étapes de transaction ;

- tous les Membres du Consortium et Atel se sont engagés de ne pas proposer leurs participations, ce pourquoi au total 90.97% des actions d'Atel ne seront pas proposées dans le cadre de l'Offre MC.

3. Conflits d'intérêts potentiels

Le conseil d'administration d'Atel se compose comme suit :

- Dr. Walter Bürgi (président, représentant de MC) ;
- Christian Wanner (vice président, représentant du canton de Soleure) ;
- Marc Boudier (membre, dirigeant d'E.D.F. International) ;
- Dr. Hans Büttiker (membre, représentant d'Elektra Birseck (EBM)) ;
- Rolf Büttiker (membre, représentant de MC) ;
- Ulrich Fischer (membre, représentant de MC) ;
- Dr. Marcel Guignard (membre, représentant de MC et dirigeant d'IBAarau AG) ;
- Urs B. Rinderknecht (membre, représentant de MC et dirigeant d'UBS SA) ;
- Dr. Rainer Schaub (membre, représentant d'Elektra Birseck (EBM)) ;
- Urs Steiner (membre, représentant d'Elektra Baselland (EBL)) ;
- Dr. h.c. Heinrich Steinmann (membre, représentant de MC) ; et
- Dr. Giuliano Zuccoli (membre, représentant de AEM S.p.A.).

Messieurs Dr. Walter Bürgi, Ulrich Fischer, Urs B. Rinderknecht et Dr. h.c. Heinrich Steinmann siègent à la fois au conseil d'administration d'Atel et de MC, l'offrante dans la présente offre d'échange. Messieurs Dr Marcel Guignard et R. Büttiker sont, sur la base d'un contrat de mandat avec MC, représentés au conseil d'administration d'Atel. Monsieur Marc Boudier a été élu au conseil d'administration sur proposition de MC. Messieurs Dr. Marcel Guignard (IBAarau AG), Marc Boudier (E.D.F. International), Dr. Hans Büttiker (Elektra Birseck (EBM)), Dr. Rainer Schaub (Elektra Birseck (EBM)), Urs Steiner (Elektra Baselland (EBL)) et Chris-

tian Wanner (canton de Soleure) sont également des représentants resp. dirigeants de Membres du Consortium, qui sont matériellement soumis à l'obligation de présenter une offre et qui agissent de concert avec MC. Monsieur Dr. Giuliano Zuccoli est le représentant d'un actionnaire minoritaire (AEM S.p.A.) d'Atel, qui est elle-même matériellement soumise à l'obligation de présenter une offre et qui est réputée personne agissant de concert avec l'offrante.

Par conséquent, les membres du conseil d'administration d'Atel se trouvent dans un conflit d'intérêts potentiel du point de vue du droit des offres publiques. En cas d'existence de conflits d'intérêts potentiels, le conseil d'administration doit prendre des mesures adéquates pour assurer l'objectivité de sa prise de décision et pour éviter que ces conflits d'intérêts aient des effets négatifs pour les destinataires de l'Offre.

Afin de remédier à ces conflits d'intérêts potentiels et de garantir l'objectivité de sa prise de décision relative à l'offre publique d'échange, le conseil d'administration d'Atel a chargé PWC, en tant qu'expert indépendant, de rédiger une Fairness Opinion, dans laquelle l'adéquation financière de l'Offre MC est confirmée.

4. Conventions contractuelles avec des membres du conseil d'administration ou de la direction du groupe

a) Conseil d'administration

Au moment de l'exécution de l'Offre MC, le conseil d'administration d'Atel sera identique à celui de MC. Il est prévu que les élections correspondantes auront lieu lors des assemblées générales ordinaires de MC et d'Atel le 28 resp. le 27 avril 2006.

Messieurs Dr Walter Bürgi, Rolf Büttiker, Ulrich Fischer et Dr h.c. Heinrich Steinmann démissionnent en tant que membres du conseil d'administration d'Atel lors de la prochaine assemblée générale d'Atel. Ces membres du conseil d'administration démissionnaires reçoivent les indemnités de membres du conseil d'administration qui leur sont dues jusqu'à l'échéance ordinaire de la durée de leur mandat. En cas de départ lors de la prochaine assemblée générale d'Atel le 27 avril 2006, ces indemnités se montent probablement à CHF 109'750 pour Dr Walter Bürgi (élu initialement pour une durée de mandat jusqu'à l'assemblée générale de 2006), CHF 81'500 pour Dr h.c. Heinrich Steinmann (initialement élu pour une durée de mandat jusqu'à l'assemblée générale de 2006), CHF 201'500 pour Ulrich Fischer (initialement élu pour une durée de mandat jusqu'à l'assemblée générale de 2007) et CHF 201'500 pour Rolf Büttiker (initialement élu pour une durée de mandat jusqu'à l'assemblée générale de 2007), étant précisé que les montants précités couvrent les honoraires du conseil d'administration ordinaire depuis l'assemblée générale ordinaire 2005 jusqu'à la fin de la durée respective de mandat. A part le mandat de conseil d'administration, il existe un contrat de mandat entre Dr. Walter Bürgi et Atel concernant certaines tâches exécutives. Ce contrat de mandat prendra fin avec la démission de Dr. Walter Bürgi du conseil d'administration, étant précisé qu'il reçoit les honoraires s'élevant à 307'000 CHF qui lui sont dûs jusqu'à l'échéance ordinaire du contrat, c'est-à-dire du 27 avril 2006 au 31 décembre 2006.

Par ailleurs, aucun membre du conseil d'administration n'a droit à une indemnité de départ. En tant que dirigeant d'UBS, Monsieur Urs B. Rinderknecht démissionnera du conseil d'administration d'Atel au moment de l'exécution des Contrats d'Achat d'Actions. Il ne recevra pas d'indemnité d'Atel pour son départ prématuré.

Les membres du conseil d'administration d'Atel actuels qui ne démissionnent pas lors de l'assemblée générale ordinaire du 27 avril 2006 continuent leur mandat aux mêmes conditions. A l'occasion de l'assemblée générale ordinaire du 27 avril 2006, il est prévu de composer un nouveau conseil d'administration (cf. section D.3). Suite à l'assemblée générale ordinaire, le conseil d'administration d'Atel se composera vraisemblablement comme il suit :

- Dr. Rainer Schaub (président désigné; membre actuel)
- Marc Boudier (dirigeant d'E.D.F. International, membre actuel)
- Dr. Hans Büttiker (représentant d'Elektra Birseck (EBM), membre actuel)
- Dr. Dominique Dreyer (proposé pour élection par EOSH)
- Dr. Marcel Guignard (dirigeant d'IBAarau AG, membre actuel)
- Philippe Huet (proposé pour élection par le Groupe EDF)
- Jean-Philippe Rochon (proposé pour élection par le Groupe EDF)
- Hans E. Schweickardt (proposé pour élection par EOSH)
- Dr. Alex Stebler (proposé pour élection par Elektra Birseck (EBM))
- Urs Steiner (représentant d'Elektra Baselland (EBL), membre actuel)
- Christian Wanner (représentant du Canton de Soleure, membre actuel)

Jusqu'à l'assemblée générale ordinaire du 27 avril 2006, d'autres membres pourraient éventuellement être proposés pour élection dans le conseil d'administration.

Les Membres du Consortium se sont engagés dans la Convention de Consortium à accorder la décharge aux membres du conseil d'administration d'Atel démissionnaires lors de l'assemblée générale ordinaire d'Atel.

Il n'existe pas d'autres conventions entre, d'une part, MC et/ou des personnes agissant de concert avec elle et, d'autre part, les membres du conseil d'administration d'Atel, à l'exception des contrats de travail et de mandat existants qui continuent aux mêmes conditions.

b) Direction

La direction d'Atel est composée comme suit :

- Giovanni Leonardi, Chief Executive Officer
- Kurt Baumgartner, directeur « Financial Services »
- Reinhold Frank, directeur « Energie Europe du Nord/de l'Est »
- Stefan Hatt, directeur « Services énergie »
- Herbert Niklaus, directeur « Energie Suisse »
- Heinz Saner, directeur « Management Services »
- Antonio Matteo Taormina, directeur « Energie Europe du Sud/de l'Ouest »

A l'exception du contrat de travail avec Reinhold Frank qui ne prévoit pas de clause de changement de contrôle, les contrats de travail avec les membres de la direction contiennent des clauses de changement de contrôle habituelles : s'il est mis fin aux rapports de travail dans les douze mois dès l'exécution des contrats d'achat d'actions avec UBS SA, l'ayant droit reçoit une indemnité de départ dans le cadre d'une indemnité annuelle. Le montant théorique maximal, qui serait payable à tous les membres de la direction à titre d'indemnité de départ, est de CHF 3'836'200 (y compris déductions sociales et primes à la caisse de pension). Puisque la Convention de Consortium prévoit que la direction opérationnelle doit être en les mains du management actuel d'Atel jusqu'au regroupement de MC fusionnée avec Atel et EOS Holding, le conseil d'administration part également de l'idée que de telles résiliations n'auront pas lieu.

Il n'existe pas d'autres conventions entre, d'une part, MC et/ou des personnes agissant de concert avec elle et, d'autre part, les membres de la direction d'Atel. En particulier, d'autres conventions portant sur des indemnités de départ ou d'autres rémunérations pour les membres de la direction n'ont pas été stipulées en relation avec l'Offre MC. Les membres de la direction continueront à travailler pour Atel aux mêmes conditions, à l'exception de Stefan Hatt, directeur du domaine services d'énergie, qui quittera Atel fin mars 2006. Il est prévu que Herbert Niklaus reprend les fonctions de M. Hatt.

5. Intentions d'actionnaires qui détiennent 5% ou plus des droits de vote d'Atel

Les Membres du Consortium et Atel, qui détiennent ensemble 32.46% des actions d'Atel, se sont engagés, en leur qualité de parties à la Convention de Consortium, de ne pas proposer leurs actions d'Atel à MC dans le cadre de l'Offre MC.

A l'exception d'AEM S.p.A., Milano, et des Membres du Consortium, le conseil d'administration ne connaît pas d'actionnaires qui détiennent 5% ou plus des droits de vote d'Atel. Le conseil d'administration d'Atel ne sait pas si AEM S.p.A. acceptera ou non l'Offre MC.

6. Comptes annuels 2005

Les comptes annuels pour l'exercice 2005 peuvent être obtenus gratuitement auprès d'Aar et Tessin SA d'Electricité (Atel), Bahnhofquai 12, 4601 Olten, Tel. 062 286 71 11, Fax 062 286 73 73, e-mail: info@atel.ch, et seront probablement approuvés le 27 avril 2006 par l'assemblée générale. Le conseil d'administration ne connaît pas de modification importante de la situation de fortune, financière ou de rendement qui serait survenue après le 31 décembre 2005. Sont réservées les transactions telles que décrites sous la section « Contexte de l'Offre ».

Olten, le 21 mars 2006

G. Fairness Opinion

La Fairness Opinion établie par PricewaterhouseCoopers SA pour le conseil d'administration d'Atel, dans laquelle l'Offre est confirmée, par rapport à tous les aspects pertinents, équitable et adéquate d'un point de vue financier, peut être obtenue gratuitement auprès d'Aar et Tessin SA d'Electricité (Atel), Bahnhofquai 12, 4601 Olten, Tel. 062 286 71 11, Fax 062 286 73 73, e-mail: info@atel.ch, et peut être consultée à l'adresse suivante: www.atel.ch/offre_publicue/fairness-opinion.

H. Rapport de l'organe de contrôle au sens de l'art. 25 LBVM

En notre qualité d'organe de contrôle reconnu pour la vérification d'offres publiques d'acquisition au sens de la Loi fédérale sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières (« LBVM »), nous avons vérifié le prospectus d'offre. Le rapport du conseil d'administration de la société cible et la Fairness Opinion de PWC du 23 mars 2006 n'ont pas fait l'objet de notre vérification.

La responsabilité pour l'établissement du prospectus d'offre incombe à l'offrant alors que notre mission consiste à vérifier ce document et à émettre une appréciation le concernant.

Notre vérification a été effectuée selon les normes de la profession en Suisse. Ces normes requièrent de planifier et de réaliser la vérification du prospectus d'offre d'une telle manière que son exhaustivité formelle selon la LBVM et ses ordonnances soit constatée et que des anomalies significatives puissent être raisonnablement détectées. Nous avons contrôlé les informations contenues dans le prospectus d'offre par le biais d'analyses et de recherches, en partie sur la base de contrôles aléatoires. En outre, nous avons vérifié la conformité du prospectus d'offre avec la LBVM et ses ordonnances. Nous estimons que notre contrôle constitue une base suffisante pour asseoir notre opinion.

Selon notre appréciation :

- Le prospectus d'offre est conforme à la LBVM et ses ordonnances, compte tenu des dérogations et des prolongations pour la publication de l'offre accordées par la Commission des OPA ;

- Les règles applicables aux offres obligatoires sont respectées, en particulier en ce qui concerne le prix minimum ;
- Le prospectus d'offre est exhaustif et exact ;
- Les destinataires de l'offre sont traités sur un pied d'égalité ;
- Le financement de l'offre est assuré et les moyens nécessaires seront disponibles à la date de l'exécution ;
- L'offrant a pris toutes les mesures nécessaires afin d'assurer que toutes les actions de MC offertes seront à disposition à la date d'exécution de l'Offre ;
- Les règles sur les effets de l'annonce préalable ont été respectées.

Zurich, 27 mars 2006

Ernst & Young AG

Peter Dauwalder

Stefan Seiler

I. Exécution de l'Offre

1. Organes de publication

Ce Prospectus d'Offre de même que toutes les autres publications relatives à cette Offre seront publiés comme il suit : Neue Zürcher Zeitung, L'Agéfi. Ils seront également transmis à Telekurs, Bloomberg et Reuters.

Le Prospectus d'Offre (en forme élargie pour servir de prospectus d'émission et de cotation) peut être commandé gratuitement en allemand et en français auprès de UBS SA, Zurich, par tél. +41 (0)44 239 47 03, fax +41 (0)44 239 21 11 ou e-mail: swiss-prospectus@ubs.com.

2. Information | Acceptation

Détenteurs d'un compte de dépôt:

Les actionnaires d'Atel seront informés de l'Offre par leur banque dépositaire. Les actionnaires désirant accepter l'Offre sont priés de se conformer aux instructions de la banque dépositaire.

Personnes conservant leurs titres à domicile ou dans un coffre bancaire:

Le formulaire « Déclaration d'acceptation et de cession » sera envoyé aux actionnaires qui conservent leurs actions nominatives à domicile ou dans un coffre bancaire à l'adresse indiquée à Atel. Ce formulaire dûment complété et signé doit

être remis directement au registre des actions d'Atel, ShareCommService AG, Europastrasse 29, 8152 Glattbrugg, accompagné du/des certificat(s) d'actions non annulé(s), au plus tard le 2 resp. 19 mai 2006, 16h00 HEC (délivré).

- | | |
|---|--|
| 3. Banque chargée de l'Offre | UBS SA, agissant par son groupe d'affaires UBS Investment Bank. |
| 4. Adresse pour acceptation et échange | UBS SA, étant entendu que ShareCommService AG est l'agent d'acceptation pour les personnes conservant leurs actions à domicile ou dans un coffre bancaire. |

- | | |
|---|--|
| 5. Apport en nature et blocage des actions | Les actions nominatives d'Atel présentées et déposées afin d'être échangées pendant la durée de l'Offre, respectivement pendant le délai supplémentaire, seront détenues à titre fiduciaire par BDO Visura, Zurich, et feront l'objet d'une remise effective globale à MC à l'issue du délai supplémentaire. Dès la présentation et jusqu'à l'exécution des augmentations du capital / de l'échange avec des actions au porteur de MC, les actions nominatives d'Atel seront irrévocablement bloquées. |
|---|--|

En acceptant cette Offre publique d'échange, l'actionnaire d'Atel qui présente ses titres accepte que dans le cadre de l'augmentation du capital au moyen d'apports en nature BDO Visura, Zurich, effectue l'apport en nature tout en agissant en son propre nom et pour le compte des actionnaires d'Atel qui proposent leurs titres.

- | | |
|--|--|
| 6. Exécution de l'Offre paiement en espèces en cas de fractions | Les actions de MC nouvellement créées devraient être remises aux actionnaires d'Atel le 2 juin 2006. Le paiement en espèces des fractions surnuméraires d'actions de MC devrait avoir lieu le 2 juin 2006. Une prolongation de la durée de l'Offre selon la section A.6 « Durée de l'Offre » est réservée. |
|--|--|

Les actions de MC seront durablement certifiées par un titre global qui sera déposé auprès de SIS SegalIntersettle AG.

Détenteurs d'un compte de dépôt:

En ce qui concerne les actionnaires qui conservent leurs actions nominatives d'Atel auprès d'une banque dépositaire et qui ont accepté l'Offre, l'inscription des actions au porteur de MC correspondantes ainsi que le paiement en espèces des fractions surnuméraires d'actions de MC auront lieu automatiquement par la banque dépositaire.

Personnes conservant leurs titres à domicile ou dans un coffre bancaire:

A la même date, les nouvelles actions au porteur de MC peuvent être obtenues auprès de ShareCommService AG, Eurostrasse 29, 8152 Glattbrugg, conformément aux instructions sur le formulaire « Déclaration d'acceptation et de cession ». Le paiement en espèces des éventuelles fractions supplémentaires d'actions de MC sera réglé à la même date conformément aux instructions sur le formulaire « Déclaration d'acceptation et de cession ».

7. Réglementation relative aux frais

L'échange des actions nominatives d'Atel déposées auprès d'une banque en Suisse sera effectué franc de frais et de retenues pendant la durée de l'Offre et du délai supplémentaire. Une éventuelle taxe sur le chiffre d'affaires perçue par la SWX Swiss Exchange (y compris la taxe additionnelle CFB) est prise en charge par MC.

Selon les informations de l'Administration fédérale des contributions du 30 juin 2005, aucun droit de timbre de négociation ne sera perçu.

8. Aspects fiscaux

Il est conseillé aux actionnaires et aux ayant-droits économiques de soumettre les conséquences fiscales en Suisse et, le cas échéant à l'étranger, résultant de la présentation de leurs actions dans le cadre de cette Offre ainsi que dans le cadre du Reverse Merger subséquent à l'examen de leur propre conseiller fiscal (en particulier en ce qui concerne la problématique du commerce à titre professionnel de papiers-valeur et de la liquidation partielle indirecte).

8.1 Dans le cadre de l'Offre

Impôt sur le revenu et impôt sur le bénéfice

Selon les avis préalables de l'Administration fédérale des contributions du 30 juin 2005 et du 22 décembre 2005 (concernant l'impôt fédéral direct) les conséquences fiscales pour les actionnaires présentant leurs actions et étant uniquement soumis à l'impôt en Suisse seraient en général les suivantes :

- Pour les actionnaires dont les actions font partie de leur fortune privée et qui les proposent dans le cadre de l'Offre, l'échange d'actions est en principe neutre d'un point de vue fiscal. Selon les principes généraux, déterminants pour l'impôt sur le revenu suisse, le paiement en espè-

ces de fractions surnuméraires conformément à la section A.3 (« Rapport d'échange ») est considéré constituer un produit de la vente exonéré d'impôt.

- Les actionnaires dont les actions font partie de leur fortune commerciale et qui les proposent dans le cadre de l'Offre réalisent - conformément aux principes généraux, déterminants pour l'impôt sur le revenu, resp. l'impôt sur le bénéfice suisse - en ce qui concerne le paiement en espèces en échange de fractions surnuméraires selon la section A.3 (« Rapport d'échange ») de cette Offre, un revenu imposable dans la mesure où il dépasse la valeur comptable relevante. Les réserves latentes sont par contre exonérées d'impôt en cas d'échange de droits de participation à l'occasion de réorganisations, pour autant que l'assujettissement à l'impôt en Suisse subsiste et que les valeurs déterminantes pour l'impôt sur le revenu et l'impôt sur le bénéfice soient reprises.

Impôt anticipé

Selon les avis préalables de l'Administration fédérale des contributions du 30 juin 2005 et du 22 décembre 2005, la proposition des actions dans le cadre de cette Offre ne donne pas lieu au prélèvement de l'impôt anticipé.

8.2 Dans le cadre de la fusion

Impôt sur le revenu et impôt sur le bénéfice

Selon les avis préalables de l'Administration fédérale des contributions du 30 juin 2005 et du 22 décembre 2005 (concernant l'impôt fédéral direct) les conséquences fiscales pour les actionnaires étant uniquement soumis à l'impôt en Suisse seraient en général les suivantes :

- Pour les actionnaires dont les actions font partie de leur fortune privée, les éventuelles hausses de la valeur nominale et d'éventuels paiements en espèces en échange de fractions surnuméraires, versés dans le cadre de la fusion, constituent des rendements de fortune provenant de titres soumis à l'impôt. Ils ne sont toutefois imposables que dans la mesure où ils ne sont pas affectés par une perte de valeur nominale correspondante.
- Les actionnaires dont les actions font partie de leur fortune commerciale réalisent - conformément aux principes généraux, déterminants pour l'impôt sur le revenu, resp. l'impôt sur le bénéfice suisse - en ce qui concerne

le paiement en espèces en échange de fractions surnuméraires un revenu du capital provenant de titres qui est soumis à l'impôt. Les réserves latentes sont par contre exonérées d'impôt en cas d'échange de droits de participation à l'occasion d'une réorganisation pour autant que l'assujettissement à l'impôt en Suisse subsiste et que les valeurs jusqu'alors déterminantes pour l'impôt sur le revenu et l'impôt sur le bénéfice soient reprises.

Impôt anticipé

Les paiements en espèces de fractions surnuméraires et d'éventuelles hausses de la valeur nominale dans le cadre de la fusion sont soumis à l'impôt anticipé. Ils ne sont toutefois imposables que dans la mesure où ils ne sont pas affectés par une perte de valeur nominale correspondante.

9. Fusion de MC dans Atel

Ainsi que mentionné et expliqué de manière plus approfondie dans la section « Contexte de l'Offre » ci-dessus, il est prévu que MC sera fusionnée dans Atel, pour autant que les conditions légales applicables soient remplies.

10. Droit applicable | for

L'Offre et tous les droits et obligations réciproques en découlant sont soumis au **droit suisse**. Le for judiciaire exclusif est à **Zurich 1**.

11. Calendrier indicatif

24 mars 2006	Publication de l'annonce préalable
28 mars 2006	Publication du Prospectus d'Offre
28 mars 2006	Début du délai de carence
11 avril 2006	Fin du délai de carence
12 avril 2006	Début de la durée de l'Offre
27 avril 2006	Assemblée générale d'Atel
28 avril 2006	Assemblée générale de MC
2 mai 2006	Fin de la durée de l'Offre *
2 mai 2006	Paiement du dividende Atel
3 mai 2006	Paiement du dividende MC

3 mai 2006	Publication du résultat intermédiaire provisoire *
8 mai 2006	Publication du résultat intermédiaire définitif*
8 mai 2006	Début du délai supplémentaire *
19 mai 2006	Fin du délai supplémentaire *
22 mai 2006	Publication du résultat final provisoire*
26 mai 2006	Publication du résultat final définitif *
31 mai 2006	Augmentation du capital
1 juin 2006	Premier jour de négoce des nouvelles actions de MC à la SWX Swiss Exchange
2 juin 2006	Exécution de l'Offre et échange *

* MC se réserve le droit de prolonger une ou plusieurs fois la durée de l'Offre selon les dispositions de la section A.6 « Durée de l'Offre » et/ou de repousser l'exécution de l'Offre. Les dates subséquentes seraient modifiées en conséquence.

La banque chargée pour l'exécution de l'Offre :

UBS SA, agissant par son groupe d'affaires UBS Investment Bank